

Approvisionnements d'énergie—Loi

Avec une augmentation de l'énergie et de la main-d'œuvre et une accélération de l'inflation générale, il est probable que les prix seront imprévisibles. Les prix seront donc vraisemblablement très capricieux, très instables, pour le consommateur, non seulement au Canada mais dans tout l'univers.

● (2100)

Pendant la période des questions aujourd'hui, on a posé une question très pertinente au sujet des consultations prévues pour le mois de janvier lorsque les ministres fédéral et provinciaux de l'énergie se réuniront. A mon avis, on devrait convoquer une conférence pour discuter des conséquences globales d'une politique économique pour prévoir ce qui pourrait se produire et quelles en seraient les répercussions pour le Canada. A pareille conférence on devrait discuter des mesures à prendre pour atténuer le coup infligé à certains groupes de Canadiens sinon à tous les consommateurs. On devrait formuler une politique apte à aider toutes les nations du monde et à soulager le fardeau des nations jugées les plus infortunées. On a jugé bon d'y répondre de façon évasive, comme s'il s'agissait d'une question sans importance, inopportune.

M. Baker: Le gouvernement n'a pas de solutions à offrir: c'est là son problème.

M. Murta: Vu la situation à laquelle nous devons faire face, à moins d'avoir des consultations sérieuses lors d'une conférence de grande envergure économique, nous aurons encore plus de problèmes. A mon sens, pareille consultation s'impose si nous voulons connaître une certaine prospérité en 1974 et dans les années à venir.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, le député de Lisgar (M. Murta) a commencé par demander s'il y avait vraiment une crise de l'énergie, après quoi il s'est appliqué à nous démontrer que cette crise n'existe pas.

Une voix: Nous l'avons entendu.

M. Orlikow: Il a déclaré qu'au Canada, seuls le Québec et les provinces maritimes connaissaient une pénurie de pétrole, que l'Ouest, c'est-à-dire tout le Canada situé à l'ouest de la rivière Outaouais, dispose en fait de plus de pétrole qu'il ne lui en faut, et qu'en définitive, les difficultés avec lesquelles les Canadiens sont aux prises à l'heure actuelle résultent de ce que le gouvernement n'a pas construit le pipe-line.

Une voix: Tout comme vous.

M. Orlikow: Ce que le député n'a pas dit—et il ne pouvait pas raconter toute l'histoire sans mettre en accusation, en plus du gouvernement libéral actuel, les administrations conservatrices qui l'ont précédé—c'est que c'est un gouvernement conservateur qui, en 1961, a décidé de ne pas prolonger le pipe-line pour alimenter l'Est du Canada. Il a décidé qu'il vallait mieux pour les compagnies pétrolières de l'Ouest du Canada d'abandonner le marché de l'Est à la douce merci des sociétés multinationales.

Une voix: Rentrez donc dans votre niche de socialiste.

M. Orlikow: Je suppose que la raison de ces aboiements des conservateurs de l'arrière-ban, c'est qu'ils savent bien que les difficultés que nous éprouvons aujourd'hui découlent du fait que le gouvernement conservateur a décidé en 1961 que les Maritimes et le Québec allaient être laissés à la merci des sociétés multinationales qui satisferaient aux

[M. Murta.]

besoins de ces provinces en important du pétrole brut du Venezuela et des pays arabes. Maintenant que nous subissons une pénurie parce que les fournisseurs habituels ne peuvent plus importer du pétrole, on observe chez l'opposition officielle un désir soudain de faire construire ce pipe-line. Or, nous le réclamons depuis des années.

Une voix: Vous bâtissez des châteaux en Espagne depuis des années.

M. Orlikow: Nous avons réclamé la construction d'un pipe-line à des gouvernements libéraux et conservateurs.

Une voix: Vous ne l'avez pas vraiment réclamé avant maintenant.

M. Orlikow: Si ce pipe-line avait été construit, nous ne nous attendrions pas pour les provinces de l'Est aux pénuries qui se feront certainement sentir cette année. Le député de Lisgar a réclamé une hausse de prix, comme son chef et le premier ministre conservateur de l'Alberta. J'aimerais consigner au compte rendu ce que le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) a déclaré il y a un peu plus d'une semaine à Vancouver.

M. Paproski: C'est déjà au compte rendu, l'ami.

M. Orlikow: M. Stanfield a proposé une réunion entre le gouvernement fédéral et les représentants des provinces productrices de pétrole en vue de hausser les prix par étapes et de conclure des ententes pour l'établissement d'un plafond un peu plus bas que le niveau international. Le député de Lisgar a aussi parlé de la sorte mais en des termes un peu différents.

Une voix: Pourquoi pas?

M. Orlikow: Le député a dit que lorsque prendra fin le blocage des prix à la fin de l'hiver, le gouvernement fédéral devrait discuter de prix avec les provinces. Je soutiens qu'il a fait une légère erreur, en ce sens qu'il ne voulait pas dire avec toutes les provinces productrices de pétrole, mais il voulait dire que le gouvernement fédéral devrait consulter la seule province de l'Alberta dont le premier ministre souhaite une hausse de prix.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il une question?

M. Orlikow: Certainement.

M. Stanfield: Le député sait-il que la Saskatchewan vient d'imposer ou se prépare à imposer une taxe de \$2.20 sur le pétrole sortant de la Saskatchewan?

Une voix: Que dire de la Colombie-Britannique et de son gouvernement socialiste?

M. Orlikow: Je suis heureux que le chef de l'opposition officielle m'ait posé cette question parce que je tiens à consacrer une bonne partie du temps qui m'est alloué pour faire connaître la politique de la province de la Saskatchewan énoncée dans cette nouvelle mesure législative ainsi que la politique de la Colombie-Britannique en matière de gaz, en comparaison avec celle de l'Alberta où le premier ministre veut augmenter le prix du pétrole et du gaz non seulement pour les exportations aux États-Unis mais aussi pour la consommation canadienne. La grande partie de cette augmentation n'irait pas dans les coffres de la province mais plutôt dans la caisse des sociétés pétrolières et gazières. Cette politique va à l'encontre de celle qu'ont adoptée les gouvernements de la Saskatchewan et de la